

de dollars américains d'obligations en 1992 et il est prévu que l'émission se chiffrera à 7,5 milliards de dollars américains en 1993. Le Brésil vient au second rang (3,5 milliards de dollars en 1992 et, selon les estimations, 4,7 milliards de dollars américains en 1993), suivi de l'Argentine (1,7 et 3,5 millions de dollars américains respectivement)⁴.

L'apport de capitaux sur les principaux marchés latino-américains a aussi considérablement augmenté ces dernières années, alimentant ainsi encore davantage l'accroissement des flux financiers. En juin 1993, la valeur boursière totale au Mexique s'élevait à 130 milliards de dollars américains, comparativement à 76 milliards de dollars américains au Brésil et à 27 milliards de dollars américains en Argentine⁵. Les entrées totales sous forme de placements en actions, presque inexistantes à la fin des années 80, ont aussi augmenté à près de 8 milliards de dollars américains en 1992 (tableau 1). Les prêts des banques commerciales n'ont toutefois pas été aussi soutenus; les nouveaux crédits engagés par les banques commerciales dans la région ont totalisé en moyenne à peine plus de 1,5 milliard de dollars américains par année entre 1989 et 1993⁶.

Facteurs à l'origine de la reprise des entrées de capitaux

Pourquoi l'argent a-t-il commencé à affluer de nouveau dans ces pays? L'effet combiné de plusieurs facteurs a permis à un certain nombre de pays d'Amérique latine d'attirer d'importants volumes de capitaux internationaux.

Premièrement, les changements intérieurs survenus dans les pays mêmes ont fait de ces derniers des destinations attrayantes pour le capital étranger. Les pays d'Amérique latine, qui voyaient jadis l'investissement étranger comme une menace à leur souveraineté, ont commencé à accueillir celui-ci en changeant la réglementation discriminatoire à l'endroit des investisseurs étrangers. De plus, l'inflation a commencé à être contenue et la plupart des gouvernements de cette région ont commencé à établir des budgets responsables susceptibles d'endiguer les déficits de l'État. Les régimes commerciaux ont été libéralisés et les taux de change ont commencé à refléter la vraie valeur marchande des monnaies. En outre, la vente d'entreprises appartenant à l'État, par le biais d'échanges de créances contre actifs ou de

⁴Banque mondiale, *op. cit.*, p. 9.

⁵Banque mondiale, *op. cit.*, p. 26. Pour une bonne analyse des facteurs qui sous-tendent la croissance et l'internationalisation des marchés boursiers naissants, voir Peter K. Cornelius, «The Internationalization of Emerging Stock Markets», *Intereconomics*, vol. 29, n° 3, mai/juin 1994, p. 131-138.

⁶Banque mondiale, *op. cit.*, p. 18.